

Que se passe-t-il au CNARED : la maison Minani-Busokoza-Nduwimana brûle-t-elle ?

RFI, 03-07-2016 Burundi : l'UPD quitte la plateforme de l'opposition Que se passe-t-il au Cnared, une plateforme qui regroupait jusqu'ici la quasi-totalité des partis d'opposition du Burundi ? Après le retrait d'un petit parti il y a quelques semaines, précédé par celui de Hussein Rujabur, leader historique de l'ex-rébellion aujourd'hui au pouvoir, c'est l'un de ses principaux membres, l'UPD, qui vient d'annoncer son retrait, et cela à quelques jours de la reprise du dialogue interburundais.

« Ce retrait n'est pas une surprise », aux yeux de Jérémie Minani, en charge de la communication au sein du Cnared. Depuis le départ de Hussein Rujabur, l'ancien homme fort du parti CNDD-FDD au pouvoir au Burundi, devenu aujourd'hui l'un de ses plus farouches opposants, depuis un peu plus de deux mois, « l'UPD-Zigamibanga ne participait plus à nos réunions », dit-il, « il ne lui restait plus qu'à officialiser son retrait. Ce qui est fait ». « C'est un mensonge grotesque », a réagi le président d'honneur de l'UPD, Chauvineau Mugwengezo, même s'il ne nie pas « les liens historiques qui existent entre nous et Rujabur ». L'UPD vient de claquer la porte du Cnared « tout simplement parce qu'il était méprisé et mécarté des instances de direction, malgré le rôle de premier plan qu'il a joué dans la mobilisation contre le troisième mandat du président Pierre Nkurunziza ». Absent à Arusha Enfin, le Cnared n'avait pas été invité en tant que tel lors de la reprise du dialogue interburundais en mai à Arusha dans le nord de la Tanzanie et certains de ses membres, dont l'UPD, y avaient participé malgré ses directives. Cette plateforme qui regroupe quelque 25 partis de l'opposition burundaise a pris les devants, et fait signer à tous ses membres un engagement à ne pas mettre les pieds à Arusha cette fois, si ce n'est sous le label Cnared. Sommé de souscrire à cet acte, l'UPD-Zigamibanga a choisi le retrait, explique le responsable de la communication du Cnared, en assurant que cela ne changeait rien à leur détermination à lutter contre le régime de Nkurunziza.